

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 26/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS 77320 BIOGAZ

La Commanderie
77320 Chevreu

Références : E/25-1237
Code AIOT : 0006523463

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2025 dans l'établissement SAS 77320 BIOGAZ implanté La Michée 77320 La Ferté-Gaucher. L'inspection a été annoncée le 04/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 19 avril 2025, effectuée conjointement avec le service de la DRIAAC, avait pour objet de vérifier la mise en conformité des installations au regard des non-conformités constatées le 20 décembre 2024 et de faire un point sur les conditions d'exploitations du site au regard des éléments transmis dans les dossiers de porter-à-connaissance du 20 mars 2025 et le dossier de demande d'agrément sanitaire transmis à la DRIAAC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS 77320 BIOGAZ
- La Michée 77320 La Ferté-Gaucher
- Code AIOT : 0006523463
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS 77320 exploite sur la commune de La Ferté-Gaucher, une installation de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2781-1-b de la nomenclature des installations classées.

Cette installation est réglementée par les arrêtés suivants :

- arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/049 du 16 mai 2022 portant enregistrement de la demande de la SAS 77320 BIOGAZ pour la création et l'exploitation d'une installation de méthanisation sur le territoire de la commune de La Ferté-Gaucher et l'épandage des digestats produits par cette installation sur des parcelles agricoles situées dans les départements de la Seine-et-Marne, de l'Aisne et de la Marne,
- arrêté ministériel du 12/08/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- suites des inspections précédentes
- sites illégaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|--|--|
| 5 | Admission et sorties | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29 | / | Suspension, Mise en demeure, respect de prescription, Mesures conservatoires | 15 jours pour la transmission du PAC à jours, 7 jours pour la vidange et le nettoyage des cuves. |
| 6 | Conformité au dossier d'enregistrement | Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 1.2 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Suspension, Mise en demeure, respect de prescription, Mesures conservatoires | 15 jours |
| 7 | Modification du champ de l'enregistrement | Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 1.3.1 | / | Mise en demeure, dépôt de dossier, Amende, Mesures conservatoires, Suspension | 15 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Clôture de l'installation | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17 | Avec suites, proposition de Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |
| 2 | Dispositifs de rétention | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 | Avec suites, proposition de Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |
| 3 | Isolement du site | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, proposition de Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |
| 4 | Collecte des eaux pluviales, des écoulements pollués et des eaux d'incendie | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39 | Avec suites, proposition de Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 19 avril 2025 a permis de mettre en évidence que l'exploitant admet et traite sur son site des déchets pour lesquels il ne dispose pas d'autorisation préfectorale ni d'agrément sanitaire. Le tonnage horaire autorisé a également été dépassé en 2024.

Un porter-à-connaissance sollicitant la diversification d'intrants et l'augmentation de la capacité de traitement a été transmis à l'inspection des installations classées le 20 mars 2025, ce dossier n'était toutefois pas complet et ne comprenait pas l'ensemble des déchets que l'exploitant admet sur son site.

En réponse à la demande de compléments du 24 mars 2025 et aux constats de la présente inspection, l'exploitant doit compléter le porter-à-connaissance précité et doit suspendre toute admission de biodéchets sur son site.

En outre, l'inspection des installations classées que l'exploitant a procédé à la construction de 4 lagunes déportées pour le stockage de digestat et la mise en service de trois de ces lagunes alors qu'aucune demande d'enregistrement n'a été transmise à l'inspection des installations classées.

À ce titre, en l'absence d'enregistrement requis et en application de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, l'inspection des installations classées estime qu'il est nécessaire de suspendre le fonctionnement des 3 lagunes de stockage de digestat située sur la commune de Chevré. Ces lagunes doivent être vidées et nettoyées.

L'exploitant doit également régulariser sa situation administrative en déposant une demande d'enregistrement relative à la construction et l'exploitation de ces lagunes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture de l'installation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17 |
| Thème(s) : Autre, Présence de clôture |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites |
| Prescription contrôlée : <p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p> <p>La zone affectée au stockage du digestat peut ne pas être clôturée si l'exploitant a mis en place des dispositifs assurant une protection équivalente.</p> <p>Pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, une simple signalétique est suffisante.</p> |
| Constats : <p>Lors de la visite d'inspection du 20 décembre 2024, l'inspection des installations classées avait constaté qu'une partie de la clôture en limite de propriété au niveau du bassin d'infiltration a été retirée.</p> <p>Par courrier du 5 mars 2025, l'exploitant a transmis le justificatif de la réparation de la clôture.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 19 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la clôture a bien été réparée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Dispositifs de rétention

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Présence de capacité de rétention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites |
| Prescription contrôlée : <p>« V. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> |

Constats :

Suite à l'incident ayant eu lieu en décembre 2024 relatif à la fuite de digestat liquide au niveau du séparateur de phase et conduisant à un déversement de ces digestats dans le réseau de collecte des eaux puis dans le fossé à proximité du site, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de mettre en place un moyen de rétention au droit du séparateur de phase de façon à garantir le recueillement et le confinement des matières répandues accidentellement.

Par courrier du 5 mars 2025, l'exploitant a transmis un justificatif de la mise en place au droit du séparateur de phase d'un dispositif permettant de collecter les effluents en cas d'incident.

Lors de la visite d'inspection du 19 avril, du fait de son emplacement sur le toit d'un bâtiment, l'inspection n'a pas pu vérifier de près ce dispositif. Toutefois elle a pu constater qu'un dispositif a bien été mis en place. Au-dessous du séparateur une benne étanche a été disposée permettant de recueillir les effluents en cas d'incident.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes d'obturation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

« En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.

« Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 20 décembre 2024, il a été demandé à l'exploitant de :

- identifier les systèmes d'isolement du site,
- mettre en place, au niveau du bassin de décantation, un système d'obturation facilement accessible et facilement activable en cas d'incident.

Par courrier du 5 mars, l'exploitant a transmis le justificatif de la mise en place d'une nouvelle vanne d'isolement en sortie du bassin de décantation.

Lors de la visite d'inspection du 19 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que

les vannes d'isolement du site sont facilement accessibles et signalées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Collecte des eaux pluviales, des écoulements pollués et des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux sur site

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prévues à l'article 42.

[..]

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 20 décembre 2024 et suite à la récurrence des incidents de déversement des eaux chargées dans le fossé et la difficulté d'assurer l'isolement du site, et dans l'attente de la mise à jour de la note de gestion des eaux pluviales transmise, l'inspection des installations a demandé à l'exploitant :

- de maintenir fermé le système d'obturation entre le bassin de décantation et le bassin d'infiltration. Celui-ci ne peut être ouvert qu'après un contrôle visuel de la qualité des eaux collectées dans ce bassin,
- de maintenir fermé la vanne d'isolement entre le bassin d'infiltration et le fossé externe. En cas de nécessité, cette vanne ne pourra être ouverte qu'après la réalisation des analyses attestant de la conformité de la qualité des eaux aux exigences réglementaires.

Suite à cette visite, l'exploitant a mis en place des aérateurs dans les deux bassins afin d'éviter la formation de dépôts mousseux sur la surface des bassins. Il a également modifié temporairement la gestion des eaux du site en maintenant fermée la vanne d'isolement située en sortie du bassin d'infiltration. Aucun flux n'est rejeté hors site. Dès lors que le niveau d'eau atteint la surverse, les eaux sont pompées et sont intégrées dans le processus de méthanisation.

Lors de la visite d'inspection du 19 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la vanne d'isolement en sortie du bassin d'infiltration était bien fermée. Les volumes d'eau dans les deux bassins étaient infimes. Chacun des bassins était muni d'un aérateur qui n'était pas en fonctionnement vu le niveau d'eau très bas.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Admission et sorties

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29

Thème(s) : Situation administrative, Enregistrement lors de l'admission.

Prescription contrôlée :

L'admission des déchets suivants sur le site de l'installation est interdite :

- déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ;
- sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774/2002 modifié ;
- déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection.

Toute admission envisagée par l'exploitant de matières à méthaniser d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans la demande d'enregistrement est portée à la connaissance du préfet.

1. Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement :

- de leur désignation ;
- de la date de réception ;
- du tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, du volume ;
- du nom et de l'adresse de l'expéditeur initial ;
- le cas échéant, de la date et du motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.

L'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base d'une pesée effectuée lors de la réception ou des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée.

Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de trois ans. Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.

« Toute admission de matières autres que des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires ou des déchets d'industries agroalimentaires, ou de biodéchets triés à la source au sens du code de l'environnement, fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. Ce contrôle peut être effectué sur le lieu de production des déchets ; l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles et de leurs résultats. »

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 19 avril 2025, l'inspection des installations classées a contrôlé le registre d'admission des déchets.

Le registre comprenait toutes les informations requises. Toutefois, il a été constaté l'admission de déchets non-autorisés sur le site notamment des biodéchets pour lesquels l'exploitant ne dispose pas de l'agrément sanitaire au règlement (CE) No 1069/2009 du parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine. De plus, ces déchets n'ont pas été mentionnés dans le porter-à-connaissance transmis le 20 mars 2025.

En effet, l'exploitant admet sur son site du sang issu d'abattoirs, des graisses de flottaison et occasionnellement, des déchets de cuisine et de table issus de la restauration. Ces déchets sont hygiénisés sur site avant d'être intégrés dans le processus de méthanisation.

| |
|--|
| <p>L'inspection des installations classées a également constaté parmi les intrants des boues de papeteries. Ces déchets ne figurent pas dans les listes des intrants autorisés sur le site ni dans la liste des intrants sollicités dans le cadre du porter-à-connaissance précité.</p> <p>L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de suspendre immédiatement l'admission de ces déchets ainsi que tout déchets non autorisé dans le cadre de l'enregistrement actuel jusqu'à ce que le préfet statue sur le porter-à-connaissance relatif à la modification des conditions d'exploitation du site, transmis le 20 mars 2025.</p> <p>Par courriers électroniques du 19 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le courrier électronique adressé à ses clients leur indiquant que l'admission des biodéchets sur le site est suspendue jusqu'à nouvel ordre.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit suspendre toute admission de déchets ne figurant pas dans la liste des déchets autorisés dans l'installation dans le cadre de l'enregistrement prononcé par l'arrêté préfectoral du 16 mai 2022. Il doit également mettre à jour le porter-à-connaissance transmis le 20 mars 2025.</p> <p>L'exploitant doit vider les cuves d'intrants de biodéchets et les nettoyer en prenant toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter tout risque sanitaire lié au nettoyage de ces cuves. Les justificatifs doivent être transmis à l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures conservatoires</p> |
| <p>Proposition de délais : 15 jours pour la transmission du PAC à jours, 7 jours pour la vidange et le nettoyage des cuves.</p> |

N° 6 : Conformité au dossier d'enregistrement

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 1.2</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Respect des conditions d'exploitation</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'enregistrement</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 20 décembre 2024, l'exploitant a indiqué qu'il recevait et procédait à l'hygiénisation des biodéchets (soupe de biodéchets) en vu de leur traitement par méthanisation. Aussi, il a été indiqué à l'exploitant qu'il ne disposait pas de la rubrique 2781-2b lui permettant l'admission de biodéchets sur son site et qu'il lui appartenait de régulariser sa situation administrative et sollicitant la modification des conditions d'exploitation de son</p> |

installation par la diversification des intrants. En attendant toute admission et traitement de biodéchets devaient être suspendus.

Par courrier électronique du 20 mars 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un porter-à-connaissance par lequel il sollicitait l'autorisation d'augmenter la capacité de traitement de son installation et la diversification des intrants afin de pouvoir traiter les soupe de biodéchets et du lactosérum. Ce porter-à-connaissance n'était pas complet et une demande de compléments a été adressée à l'exploitant le 24 mars 2025. Au jour de la rédaction du présent rapport, aucune réponse n'a été transmise au regard des compléments demandés.

Par ailleurs, lors de la visite du 19 avril 2025 et comme indiqué au point de contrôle précédent, l'inspection des installations classées a constaté que le site traitait des intrants qui ne sont pas autorisés et qui ne figuraient pas dans le dossier de porter-à-connaissance transmis le 20 mars 2025.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté, en consultant un bilan réalisé par l'exploitant, que la quantité de déchets traités pour l'année 2024 est de 31 957 tonnes soit environ 87,5 t/j. Or la capacité journalière autorisée de l'installation est de 74 t/j soit 27 024 t/an.

Par ailleurs, afin de pouvoir traiter des sous-produits animaux, l'exploitant doit disposer d'un agrément sanitaire conformément au règlement (CE) No 1069/2009.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit revoir le porter-à-connaissance adressé à l'inspection des installations classées le 20 mars 2023 pour intégrer toutes les modifications sollicitées et qui reprennent les conditions réelles d'exploitation sur site.

En attendant qu'il soit statué sur la demande de modifications sollicitées, l'exploitant doit suspendre toute admission de déchets non autorisés sur son site et respecter la capacité de traitement autorisée de 74t/j.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures conservatoires

Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Modification du champ de l'enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 1.3.1

Thème(s) : Situation administrative, Modification substantielle des activités

Prescription contrôlée :

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'enregistrement est soumise à la délivrance d'un nouvel enregistrement, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'enregistrement avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'enregistrement dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22 du Code de l'environnement.

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 19 avril 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations que les 4 lagunes déportées (3 sur la commune de Chevru et 1 sur la commune de Chenoise-Cucharmoy) qu'il avait prévues de construire et pour lesquelles l'inspection des installations classées étaient dans l'attente d'un dépôt de dossier de demande d'enregistrement ont été construites. Pourtant, l'exploitant était bien prévenu que ces lagunes ne pouvaient pas être construites et mise en service qu'à l'issue de l'enregistrement de la demande d'enregistrement attendue. L'exploitant a par ailleurs indiqué à l'inspection des installations classées que ces lagunes ne sont pas mises en service et que la construction de l'une d'entre elle n'était pas finalisée (absence de clôture).</p> <p>L'inspection des installations classées a procédé le jour même au contrôle de ces lagunes déportées situées la commune de Chevru (77320) parcelles cadastrales (ZN 23, ZA 2 et ZO 2) ainsi que la lagune située sur la commune de Chenoise-Cucharmoy (77160) (parcelle ZA 40).</p> <p>Contrairement à ce qui a été indiqué par l'exploitant, les 3 lagunes situées sur la commune de Chevru ont bien été mises en service. En effet, il a été constaté la présence de digestats dans ces lagunes. Seule la lagune située sur la commune de Chenoise-Cucharmoy était vide et dépourvue de clôture.</p> <p>Aussi, ces installations, connexes à l'installation de méthanisation enregistrée, sont considérées comme installations relevant du régime de l'enregistrement de la rubrique 2781 et doivent faire l'objet d'un dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>À ce titre, en l'absence d'enregistrement requis et en application du l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, l'inspection des installations classées estime qu'il est nécessaire de suspendre le fonctionnement des 3 lagunes de stockages de digestats située sur la commune de Chevru. Ces lagunes doivent être vidées et nettoyées.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit régulariser sa situation administrative en déposant une demande d'enregistrement relative à la construction des lagunes déportées sur les communes de Chevru et Chenoise-Cucharmoy.</p> <p>En attendant, le fonctionnement des lagunes mises en service doit être suspendu. Elles doivent également être vidées et nettoyées pour éviter toute sorte de nuisance. Les digestats doivent être évacués dans des installations autorisées à les recevoir. Les justificatifs doivent être transmis à l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Amende, Mesures conservatoires, Suspension</p> |
| <p>Proposition de délais : 15 jours</p> |